CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des finances de la Chambre des communes – Consultations pré-budgétaires 2013

Ce mémoire est soumis par :

◉ **une organisation** **Nom de l'organisation:** Réseau canadien de développement économique communautaire

ou

○ **un individu** **Nom:** _____

Sujet : Petites et moyennes entreprises

* **Recommandation 1 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.**

Mettre en œuvre une politique d'approvisionnement qui intègre une pondération de valeur sociale de 20 % dans tous les appels d'offres et inclut des Ententes sur les avantages communautaires (EAC) pour les contrats pertinents. Le principe d'approvisionnement classique selon lequel « le meilleur prix prévaut » ne rend pas justice aux contribuables. Le rendement du capital investi augmente lorsque les gouvernements analysent un ensemble de valeurs dans leur processus d'approvisionnement, en incluant des considérations sociales d'une portée plus grande que celles qui concernent le prix, la qualité et l'environnement. Les EAC sont des clauses contractuelles qui ajoutent une composante sociale au processus d'évaluation existant.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

autre montant : précisez

Cette recommandation pour

Immédiatement

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Cette recommandation pourrait être mise en œuvre avec peu d'investissement ou aucun nouvel investissement en tirant parti du capital déjà investi afin qu'il procure un meilleur rendement. Les pratiques d'approvisionnement fédérales intègrent déjà des considérations environnementales, entre autres. Cette recommandation ne fait qu'ajouter une composante sociale à l'analyse. Les coûts supplémentaires, le cas échéant, seraient compensés par les économies résultant d'une hausse des revenus d'impôts et des autres rendements sociaux des investissements consentis, notamment la réduction des coûts liés aux soins de santé et à la justice, induite par la croissance des entreprises communautaires qui embauchent des personnes rencontrant des obstacles à l'emploi.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de la mise en œuvre de votre recommandation.

La mise en œuvre de cette recommandation offrirait de nouveaux débouchés aux entreprises communautaires de partout au Canada. Les entreprises communautaires sont exploitées par des organismes à but non lucratif, des coopératives et des microentreprises dont la mission consiste à renforcer et à rendre plus équitable les économies et les collectivités locales. Beaucoup créent également des emplois pour les populations sous-employées comme les nouveaux arrivants, les femmes, les Autochtones et les personnes handicapées. Cette recommandation favorisera également l'atteinte des objectifs du Bureau des petites et moyennes entreprises, dont le mandat consiste à aider les petites et moyennes entreprises à faire affaire avec le gouvernement.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

Cette recommandation soutient la croissance des entreprises communautaires qui offrent des possibilités de formation et d'emploi aux populations qui sont sous-employées sur le marché du travail. Ces populations tendent à être surreprésentées chez celles qui vivent à la limite du seuil de pauvreté déterminé par le gouvernement ou en dessous de ce seuil. En soutenant la croissance des entreprises communautaires par ses politiques d'approvisionnement, le gouvernement fédéral peut réduire les coûts de la pauvreté liés à la perte de recettes provenant de l'impôt sur le revenu, à la perte de productivité, aux soins de santé et à la criminalité et augmenter par le fait même les revenus disponibles et réinjecter cet argent dans l'économie.

Sujet : Petites et moyennes entreprises

Recommandation 2 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Investir dans la formation de façon à s'assurer que le personnel du gouvernement connaît et comprend bien les modèles de l'entreprise sociale et des coopératives, afin que ces entreprises aient accès, comme les autres entreprises canadiennes, aux programmes gouvernementaux d'aide au développement d'entreprises. Les mesures de soutien fédérales actuelles ne répondent pas de façon adéquate aux besoins du secteur des entreprises sociales et des coopératives, car beaucoup de politiques et de programmes ont été conçus principalement pour les entreprises privées. Dans bien des cas, le personnel chargé d'administrer les programmes et les services de soutien aux entreprises ont une compréhension limitée du mode de fonctionnement de ces entreprises.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

autre montant : précisez

Cette recommandation pour

Immédiatement

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Cette recommandation pourrait être mise en œuvre avec peu d'investissement ou aucun nouvel investissement, mais il faut s'assurer que les membres du personnel possèdent les outils nécessaires pour fournir des services aux entreprises sociales et aux coopératives. Cela pourrait se faire en partie par l'inclusion, dans la formation offerte par l'École de la fonction publique du Canada ou dans les initiatives de formation existantes des ministères, d'éléments d'information qui permettraient aux membres du personnel d'améliorer leurs connaissances et leur compréhension des entreprises sociales et des coopératives et de leur mode de fonctionnement.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

L'ensemble du secteur canadien des entreprises sociales et des coopératives bénéficierait de la mise en œuvre de cette recommandation. Ces entreprises offrent des possibilités de formation et d'emploi aux populations sous-employées, comme les nouveaux arrivants, les femmes, les Autochtones et les personnes handicapées, qui profitent des possibilités accrues de perfectionnement et d'accès aux formations dont elles ont besoin pour obtenir un bon emploi offrant un salaire minimum vital et des perspectives d'avancement.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

Les entreprises sociales et les coopératives élargissent les possibilités de perfectionnement, de formation et d'emploi offertes aux populations sous-employées. Cette recommandation permettra de combler l'écart entre le niveau de compétences des personnes sans emploi et les exigences du marché du travail en matière de compétences. Les entreprises sociales et les coopératives répondent aux besoins en biens et services des collectivités rurales et urbaines mal desservies. Les entreprises sociales et les coopératives offrent un rendement du capital investi, sur le plan social et financier, qui réduit la pression à moyen et à long terme sur les dépenses publiques dans les secteurs comme la santé, la justice, les transferts sociaux, etc.

Sujet : Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Recommandation 3 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc

Inscrivez ici toute explication complémentaire sur votre ou vos recommandations.

*Veuillez noter que vous devez obligatoirement proposer une recommandation.